

[Texte]

Je pense donc que le Canada a fait un pas important en fonction de la dette qui nous était due.

• 1550

Il est intéressant de mentionner que l'action qu'a entreprise le gouvernement du Canada en effaçant cette dette a eu ni plus ni moins un effet multiplicateur. On a vu, par la suite, d'autres pays prendre des mesures similaires. Je les ai mentionnés tout à l'heure. Et il y a encore, dernièrement, la France. Si donc on examine toutes ces actions prises par le gouvernement du Canada, cela finit par faire un montant assez appréciable et cela permet à ces pays de pouvoir se débarrasser d'un montant très élevé qu'ils devaient rembourser.

Quand vous me demandez quelles sont les actions du gouvernement vis-à-vis de la dette, le gouvernement, au départ, a effacé cette dette. Mais par la suite, que ce soit au Sommet de Venise ou au Sommet de Toronto, il a vraiment démontré un leadership en ce sens qu'il a poussé les autres pays donateurs à prendre des mesures supplémentaires pour alléger les autres types de dettes en plus de la dette d'aide unique au développement.

On sait que dans le cadre du Club de Paris, actuellement, plusieurs pays ont déjà profité des nouvelles mesures qui avaient été appliquées par le Canada et qui consistaient à rééchelonner la dette sur une plus longue période, soit à fixer des taux d'intérêt beaucoup plus bas ou même d'effacer le tiers de ces dettes.

Notre action vous paraît peut-être minime dans le cadre du problème global de la dette des pays du Tiers monde, mais je pense qu'il faut la voir dans la perspective d'un effet multiplicateur qui a permis de sensibiliser d'autres pays comme nous au problème de cette dette, et cela s'appliquera à d'autres contrées.

Quand on parle de la dette commerciale, ce n'est pas une dette qui est due au gouvernement du Canada. C'est une dette qui est due aux banques commerciales et, actuellement, on sait que le plan Brady s'attarde à ces problèmes.

J'ai souligné tout à l'heure, dans mes premiers commentaires—et je suis heureuse de le répéter—que j'ai appris que le Comité permanent des affaires étrangères et du commerce extérieur se penchera sur le problème de la dette globale. J'attends avec beaucoup d'impatience son rapport qui contribuera sûrement beaucoup à la réflexion du gouvernement du Canada en matière de dette.

Vous m'avez demandé plus spécifiquement si les pays avaient été consultés. Ils n'ont pas été consultés, et je ne crois pas, quant à moi, qu'il était nécessaire de le faire. Ces pays avaient déjà eu droit au moratoire qui avait été exprimé justement lors de la réunion spéciale sur l'Afrique, aux Nations Unies, et déjà, ils étaient conscients que nous avions retardé, par le truchement du moratoire, le paiement de leur dette. L'annonce de l'effacement de la dette était sûrement pour eux une bonne nouvelle, je crois, et qui a d'ailleurs été soulignée par plusieurs présidents de pays ou des ministres que j'ai eu l'occasion

[Traduction]

It should be pointed out that the action Canada took by writing off that debt had a multiplier effect. Subsequently, other countries took similar measures. I mentioned them earlier. Just recently, France followed suit. So, if you look at all the actions taken by the Government of Canada, they add up to a significant amount and have rid those countries of a very large debt, which they would have had to repay.

To answer your question concerning the government's actions with regard to the debt, our first initiative was to write off that debt. Subsequently, at the Venice and Toronto summits, we demonstrated real leadership by pushing the other creditor nations to take additional measures aimed at reducing not only the Official Development Assistance debt but other types of debt as well.

Through the Club of Paris, several countries have already benefited from the new measures previously applied by Canada, which consisted in a rescheduling of the debt over a longer period, a significant reduction in interest rates, or forgiveness of one-third of the debts in question.

Our action may seem minimal in the context of the global problem of Third World debt, but I think it should be considered as having a multiplier effect that enabled us to make other countries aware, as we are, of the debt problem, and will extend to other countries as well.

As for the commercial debt, it is not owed to the Government of Canada. It is owed to commercial banks and the Brady plan is currently tackling those problems.

I pointed out earlier, in my opening remarks—and I am glad to repeat it—that I have learned that the Standing Committee on External Affairs and International Trade will be studying the problem of global debt. I am looking forward to the committee's report, which will surely be an important contribution to the Government of Canada's reflection on this matter.

You asked me more specifically whether the countries had been consulted. They were not consulted and I, for one, do not believe it was necessary to do so. Those countries were already eligible for the moratorium adopted at the United Nations' special session on Africa and already knew that, through that moratorium, we had delayed repayment of their debt. The announcement that the debt had been written off was surely good news for them, and indeed this was communicated to me by several presidents and ministers from various countries whom I had the opportunity to meet. So, the reaction was positive.